

Sous la direction de Karl Blanchet et Boris Martin

Critique de la raison humanitaire

Préface de Rony Brauman

Critique
de la
raison humanitaire

Critique de la raison humanitaire

Dialogue entre l'humanitaire français et anglo-saxon

Sous la direction de Karl Blanchet et Boris Martin

*Philippe Ryfman, Hugo Slim, Egbert Sondorp,
François Grünewald, Hugh Goyder, Sami Makki,
James Darcy, Christophe Courtin, Adeel Jafferi.*

Des mêmes auteurs

Karl Blanchet

- « Que survive la solidarité », *La Croix*, 15 février 2005.
- *Sommeil de Pagne*, textes de Franck Pavloff, photographies de Karl Blanchet, Éditions Desclée de Brouwer, 2003.
- « Les Humanitaires, cibles politiques en Irak », *Le Monde*, 3 novembre 2003.
- « Les Organisations humanitaires devant la guerre au terrorisme », *Le Monde*, 7 janvier 2003.

Boris Martin

- *C'est de Chine que je t'écris...*, Seuil, 2004.
- *Voyager autrement - Vers un tourisme responsable et solidaire* (dir.), Éditions Charles Léopold Mayer, 2003.
- *Quand le droit fait l'école buissonnière - Pratiques populaires de droit* (avec Patricia Huyghebaert), Descartes & Cie, Éditions Charles Léopold Mayer, 2002.
- *La France de la solidarité*, Cesno, 2002.

Préface

Le monde contemporain, c'est une évidence, est dominé par les Anglo-Saxons, sur les plans économique, militaire et culturel. Pourtant, dans le domaine humanitaire, on en revient souvent à ces Français que, par une sorte de pied de nez, on surnomme les « French doctors » ! Et s'ils tiennent une telle place dans l'humanitaire moderne, c'est parce que ces « French doctors » – au premier rang desquels Médecins Sans Frontières – ont créé un nouveau style d'humanitaire combinant interventions en situation de conflits et prise de parole critique. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Suisse sont les pays où furent inventées les pratiques humanitaires dont nous sommes tous aujourd'hui les héritiers. La France est la dernière venue de ce groupe dit des « démocraties fondatrices » dans le champ humanitaire. À y regarder de plus près, c'est en puisant dans des formes d'actions déjà existantes que MSF a peu à peu imposé sa démarche particulière où se mélangent pratiques de secours apprises de la Croix-Rouge et mobilisation de l'opinion publique selon une stratégie inventée par Amnesty International.

L'importance accordée aujourd'hui à l'aide humanitaire (qualifiée souvent abusivement d'aide d'urgence) par rapport à d'autres formes d'aide se comprend mieux dans une perspective historique permettant de retracer les grandes étapes et les mutations qui ont marqué son évolution depuis les années 60.

Les années 60 et 70 sont la grande époque du « développement ». C'est le moment où l'aide est vue comme un accélérateur de progrès. Sur fond de Guerre Froide, l'enjeu est de réduire le fossé Nord-Sud en mobilisant et en transférant des moyens matériels et des savoir-faire. Des intervenants comme, par exemple, l'ONG britannique Oxfam ou bien la Banque mondiale adoptent des approches comparables bien que se situant à des échelles d'intervention très différentes. On construit des puits et des barrages, on introduit de nouvelles techniques agricoles, on favorise la formation de coopératives paysannes : l'aide fonctionne en quelque sorte comme une injection de progrès économique, social et technique dont le principe actif est le productivisme.

Durant cette période, les guerres étaient quasiment oubliées des organismes d'entraide, notamment celle du Vietnam qui mobilisait dans le monde entier les forces dites « anti-impérialistes ». Leur combat (qui était aussi le mien à l'époque) était sans aucun doute inspiré par des considérations d'humanité et de justice, mais il n'avait rien d'humanitaire, pas plus que le soutien apporté à des mouvements anticolonialistes en Afrique australe. À l'exception notable du CICR, les organismes humanitaires n'intervenaient pas dans les conflits armés.

Cette période se clôt à la fin des années 70 par une transformation des idéologies qui prédominaient jusqu'alors : les théories et pratiques de développement s'essoufflent d'échec en échec tandis que, plus globalement, le communisme entame la phase terminale de son déclin.

La nouvelle période qui commence en 1979-1980 s'ouvre avec l'éviction du régime de Pol Pot au Cambodge et le secours aux boat people vietnamiens en mer de Chine. Elle se terminera avec la chute du Mur de Berlin tandis que la guerre en Afghanistan et la famine en Éthiopie marqueront fortement cette décennie. On ne peut manquer de remarquer que la dégradation de la situation de

leurs populations et la mobilisation humanitaire qui s'en est suivie constituent l'un des signes de la faillite de ces régimes communistes.

Durant les années 80, sans doute du fait de ce reflux du communisme, l'idéal de justice se resserre sur les individus et sur une approche humanitaire. Les droits collectifs, dits économiques et sociaux, cèdent le pas aux droits individuels, dits civils et politiques. C'est une période d'essor accéléré pour les ONG humanitaires en France mais aussi en Grande- Bretagne. Médecins Sans Frontières conforte ses fondations et de nouvelles ONG de secours qui, aujourd'hui encore, demeurent des piliers de l'humanitaire français, voient le jour : Médecins du Monde, Action Contre la faim ou Handicap International. Durant cette période d'expansion phénoménale, la presse accorde une place croissante aux ONG de secours, le grand public découvre l'humanitaire comme une forme de morale internationale privée. Les budgets d'interventions augmentent considérablement, le nombre de projets se multiplie très rapidement.

Les années 90, toujours du point de vue de l'aide humanitaire, sont celles du nouvel interventionnisme des Nations Unies, rendu possible par la disparition du veto automatique au Conseil de sécurité, et qui prend la forme d'opérations « militaro-humanitaires ». Tout le monde se souvient du débarquement télévisé des Marines américains sur le port de Mogadiscio ! Les Nations Unies, sous l'égide de leur nouveau secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, se donnaient alors comme objectif premier de rétablir la paix dans les pays en guerre et souhaitaient entraîner dans leur sillage les ONG qui, de plus en plus, confirmaient leur rôle important au niveau international.

Au Liberia, en Sierra Leone et un peu plus tard en Angola, les ONG sont en effet sollicitées par les Nations Unies pour venir renforcer des missions de rétablissement de la paix. De nouveaux débats émergent en leur sein. D'un côté, elles s'estiment solidaires du dispositif et des objectifs des Nations Unies et donc enclines à

soutenir les processus de paix engagés par l'ONU. De l'autre, elles se rendent compte que ces opérations de paix impliquent souvent le sacrifice de populations civiles qui se trouvent dans le « mauvais camp », comme le RUF en Sierra Leone ou l'UNITA en Angola. Il n'est donc pas toujours possible d'aider de façon impartiale (c'est-à-dire uniquement en fonction des besoins) et de s'inscrire dans le cadre de ces opérations de paix. La question de l'indépendance des ONG humanitaires, du moins celles qui se proposent essentiellement d'agir en situation de guerre, se pose alors avec une acuité nouvelle.

Avec la fin de la Guerre Froide, les années 90 voient également l'apparition de nouvelles formes de conflits marquées par une fragmentation des territoires et une multiplication des acteurs de guerre. Cette configuration rend les missions humanitaires plus compliquées et parfois plus périlleuses, comme le montrent les conflits au Congo, en Sierra Leone ou en Somalie.

Enfin, avec la décennie 2000 et les attentats du 11 septembre 2001, s'opère une sorte de radicalisation des phénomènes observés au cours des années 90. Une nouvelle division Est-Ouest du monde apparaît, qui n'est plus celle de la Guerre Froide entre le communisme et le capitalisme mais celle du monde islamique et de l'Occident. Et même si, comme c'est mon cas, l'on est en désaccord avec cette description du nouvel ordre mondial, même si l'on ne croit pas à cette guerre des civilisations, on est bien obligé de tenir compte du fait que l'hyperpuissance d'aujourd'hui et ses alliés imposent ce schéma au reste du monde. Aux yeux des bailleurs de fonds que sont les États-Unis ou encore l'Australie, les ONG humanitaires doivent désormais prendre parti et faire acte de loyauté dans ce qu'ils considèrent comme une guerre globale contre la terreur, ce qui pose à nouveau des questions de fond sur l'indépendance intellectuelle et financière des ONG.

Pour la première fois – et ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage – des professionnels français et anglo-saxons dialoguent sur des thèmes communs liés à l'humanitaire. À mon sens, même s'il

existe des différences majeures entre les approches française et anglo-saxonne, elles tendent à s'estomper. Ce n'est en tout cas pas la nationalité d'origine des ONG mais leur position par rapport au nouvel ordre dont je viens de parler qui constituera le véritable plan de clivage, voire de confrontation. Quoiqu'il en soit, il est utile de comprendre les distinctions, si l'on veut anticiper sur les points de rencontre.

La première différence me semble relever du registre culturel : nous autres Français, valorisons volontiers la controverse et la contre-argumentation, tandis que nos confrères britanniques sont plutôt dans une recherche de consensus. J'ai participé à de nombreuses réunions de coordination sur le terrain où toutes les nationalités se retrouvaient autour d'une table. Les Anglo-Saxons sont plus à l'aise que les Français dans ce type d'exercice, sans doute parce que ces discussions se font dans leur langue. Mais la raison essentielle est qu'ils ont l'habitude des milieux institutionnels et de la co-gestion. En France, on commence à développer ce type de relations entre ONG et pouvoirs publics, mais cela reste encore limité. Sur ce point particulier toutefois, la concertation avec les gouvernements n'est pas, à mon sens, un objectif souhaitable pour les ONG agissant en situation de conflits armés. Pour celles-ci, il me semble que l'indépendance doit être assumée jusqu'au bout et l'on ne voit guère ce que leur action peut gagner dans de telles concertations.

Une autre distinction concerne les principes fondateurs qui ont présidé à la création d'une ONG. Les principales ONG françaises ont été créées selon des métiers, par « profession sans frontière » en quelque sorte. Par exemple, Médecins Sans Frontières et Médecins du Monde sont spécialisées en médecine, Action Contre la Faim en nutrition, Handicap International en kinésithérapie et orthopédie. Les ONG britanniques se sont plutôt créées autour de thématiques : faim et pauvreté pour Oxfam, droits des enfants pour Save The Children, éducation pour Action Aid, etc. L'étendue ou au contraire

la spécialisation du champ d'action influent considérablement sur la façon de se poser les problèmes et d'y répondre.

La troisième différence majeure concerne l'emploi des personnels humanitaires. Même si les ONG françaises valorisent de plus en plus leurs équipes locales, elles ont toujours tendance à envoyer de nombreux expatriés sur le terrain, tandis que les ONG anglo-saxonnes préfèrent depuis longtemps recruter du personnel local.

Enfin, le tissu associatif français est caractérisé par l'éparpillement, à l'image des 36 000 communes de l'hexagone. Mais il faut ajouter que cette dispersion n'est qu'apparente, car une dizaine d'ONG seulement concentre environ 80% des moyens financiers.

Si certaines différences entre Anglo-Saxons et Français s'atténuent, cela est certainement dû à la création de réseaux internationaux. Pour prendre le cas de MSF et de ses différentes sections nationales (Belgique, Pays-Bas, Espagne, Suisse, Royaume-Uni, etc.), nous travaillons tous sous la même bannière, nous adhérons à la même charte, aux mêmes objectifs, et notre langue de travail commune est bien plus l'anglais que le français. Nous avons pourtant des façons différentes d'aborder les problèmes. Il est surprenant de voir à quel point chaque section interprète à sa façon les principes d'actions de MSF. Dans ce contexte multiculturel, nous recherchons le consensus, mais pas au prix de renoncer à nos convictions ! Il nous a donc fallu apprendre à respecter les différences de vues entre nous, même si elles apportent contradiction et, parfois, incohérence au sein du groupe. Ainsi, de fait, MSF France a appris à ne plus être la seule voix de MSF. Je suppose qu'il en a été de même pour Oxfam et Save the Children lorsqu'elles se sont internationalisées.

Les ONG sont nombreuses, elles font connaître leurs actions et entendre leur voix, qui sont parfois discordantes. Comment pourrait-il en être autrement ? Je ne vois pas dans ces discussions, comme certains le

font trop hâtivement, le signe d'une « crise humanitaire » mais, au contraire, celui d'une maturation. Les mutations des dernières décennies se sont opérées de manière parfois progressive, parfois douloureuse, mais l'attachement du public à notre action n'a fait que se renforcer.

Le tsunami de décembre 2004 en Asie a toutefois montré les limites du débat actuel et des connaissances du public, de la presse... et de pas mal d'ONG sur l'aide en situation de catastrophe naturelle. Il est dangereux d'entretenir l'idée que des ONG sont en mesure de reconstruire des régions dévastées, parce que c'est faux et que le retour de bâton risque d'être violent. Il semble que la France soit le seul pays dans lequel un débat contradictoire, parfois très vif, ait eu lieu. Il opposait des Français, entre eux et non contre des Anglo-saxons, sur la question des limites de l'aide internationale. Ce débat est loin d'être clos et il n'a rien de national. Il concerne tous les acteurs de l'aide.

Mais ce drame et la couverture médiatique qu'il a connue ne doivent pas altérer la force d'une évidence : forte de ses années d'expérience, puisée aux sources anglo-saxonnes, suisse et française, l'action humanitaire n'a pas besoin d'être portée en permanence par les médias pour exister sur le terrain. Elle le fait chaque jour et depuis bien longtemps dans des pays qui n'ont quasiment aucune couverture de presse. Cela ne la dispense cependant pas, au-delà des points de ressemblance et de dissemblance entre les uns et les autres d'une pensée critique sur elle-même.

*Rony Brauman
(Propos recueillis par Karl Blanchet)*

Président de MSF de 1982 à 1994, professeur associé à l'Institut d'Études Politiques de Paris, **Rony Brauman** est notamment l'auteur de *Humanitaire : le dilemme* (2002) et de *Éloge de la désobéissance* (1999).

Quand la diagonale du fou croise l'Axe du Mal...

Je sais bien qu'à la fin vous me mettez bas ;
N'importe : je me bats ! Je me bats ! Je me bats !
Edmond Rostand, *Cyrano de Bergerac*

Ouvertes avec le conflit du Biafra et closes avec la chute du Mur de Berlin, les « vingt glorieuses de l'humanitaire » ont vu les organisations non gouvernementales prendre une place toute particulière dans le paysage mental de nos concitoyens et s'imposer comme des acteurs incontournables des relations internationales.

Nigeria, mai 1968. C'est là qu'est née une nouvelle façon de faire de l'humanitaire. Le Biafra, cette province de l'un des plus grands pays d'Afrique, s'est déclarée indépendante un an plus tôt. Le gouvernement nigérian, bien décidé à garder le contrôle sur cette province riche en réserves pétrolières, l'encercle, provoquant la famine de huit millions de personnes. Le monde voit alors les premiers reportages qui montrent l'horreur de ces enfants décharnés. Mais l'ONU est paralysée et les États, une fois de plus, abdiquent leur devoir de porter assistance à des populations en souffrance au nom de la souveraineté nationale et de son corollaire, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État étranger. La France est de ceux-là, tout occupée à gérer « son » mai 68. Signant leur contrat d'engagement au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des hommes et des

femmes décident alors de se porter au chevet de ces « damnés de la Terre ». Mais lorsqu'ils voient l'horreur qui s'accomplit au Biafra, certains d'entre eux rompent le serment qui les lie à cette institution centenaire ayant fait de la neutralité et de la discrétion les piliers de son action. Ce faisant, ces quelques médecins – parmi lesquels Bernard Kouchner – expriment les intuitions qui seront à la base de ce nouvel humanitaire : la nécessité du témoignage, la dimension politique du geste médical et la revendication du droit d'ingérence. « Qui nous a commis ? Personne. Et c'est cela justement qui fait notre droit. Le malheur des hommes ne doit jamais être un reste muet de la politique » brandissait Michel Foucault, souvent cité par Bernard Kouchner, pour expliquer cet élan de quelques uns qui donna naissance au mouvement « sans-frontériste » français.

Forts de leur particularisme, après avoir défié la figure tutélaire du CICR, les « French doctors » rejoignaient alors leurs aînés anglo-saxons nourris au sein de la philanthropie d'outre-Atlantique. Alliance de traditions différentes, l'humanitaire moderne entamait son développement. En France naissaient Médecins sans Frontières, Handicap International, Médecins du Monde, Action contre la Faim et bien d'autres qui se rangeaient, sans jamais réellement parvenir à les concurrencer, aux côtés d'Oxfam, Save the Children ou Care. La demande d'humanitaire était forte dans le public, les crises ne manquaient pas et les États se délestaient volontiers sur ces ONG. Ces dernières se professionnalisaient, voyaient leurs budgets augmenter : elles étaient alors les fers de lance d'une société civile en plein développement.

Mais la nouvelle ère qui s'est ouverte en 1990, après la chute du mur de Berlin a inauguré une nouvelle configuration des relations internationales et vu d'importantes mutations toucher les ONG. Les cartes désormais redistribuées au profit de nouvelles alliances, laissant de côté celles héritées de l'opposition des deux blocs Est-Ouest, les conflits ont largement évolué. Les guerres d'extermination, où le but premier des combattants est d'éliminer une partie de la population (Rwanda, Bosnie) se multiplient : les populations civiles sont devenues les premières victimes des conflits. La forme de ces derniers est également de plus en plus floue, opposant parfois une armée régulière à une force de rébellion (Soudan, Angola), à d'autres moments des factions entre elles dans un contexte où l'État n'est plus

en mesure d'endiguer la violence qui déchire son territoire (Somalie, Libéria, Sierra Leone). Et de plus en plus souvent, les acteurs « traditionnels » sont concurrencés par des éléments à la marge (milices, mercenaires, troupes de pays frontaliers, mafias, etc.) qui rendent les alliances plus mouvantes, les règles plus obscures et la sécurité des personnels humanitaires de moins en moins garantie. Complexes et nombreux, ces conflits de « basse intensité » – comme on les surnomme parfois – échappent bien souvent à la couverture médiatique, tandis que les ONG peinent à recueillir les fonds nécessaires à leurs actions. À l'inverse, certains conflits – ainsi ceux du Kosovo, d'Afghanistan et d'Iraq – ont vu de grandes puissances militaires et économiques intervenir dans ces pays pour chasser la menace terroriste réelle ou avérée, pour défendre ou instaurer la démocratie menacée ou encore pour sauver une population d'une catastrophe humanitaire que ces interventions, bien souvent, provoquaient ou aggravaient.

Face à ces démonstrations de force démesurées et surmédiatisées, les organisations humanitaires – tenues par leur mandat de porter assistance – ont éprouvé de grandes difficultés à définir leur rôle, prises entre le dilemme de dénoncer et celui de sauver des vies. Cette situation fait resurgir des débats essentiels liés aux principes humanitaires, à la loi internationale sur la protection des populations civiles et l'accès aux victimes de guerre. L'humanitaire est-il toujours aussi indépendant qu'il veut encore le croire ? Doit-il accepter son instrumentalisation par les États au nom de l'intérêt supérieur des populations victimes ou refuser d'être « embarqué » dans les dispositifs officiels au risque de bafouer le mandat qu'il s'est fixé ?

Depuis le début des années 70 et jusqu'au seuil des années 90, alors que les États avaient abandonné la prise en charge humanitaire des populations aux associations de solidarité internationale, les humanitaires étaient les francs-tireurs de la démocratie. Vu d'un œil condescendant par les grands de ce monde, porté aux nues par le public comme les derniers héros d'une société en mal d'idéal, l'humanitaire jouait le rôle du « fou ». Un peu à l'image de ce personnage fantasque qui avait pour fonction de divertir le roi, se permettant d'exprimer toute vérité sans craindre d'être puni tant qu'il ne remettait pas en cause le pouvoir du souverain.

Aujourd'hui, les États ont décidé de reprendre l'initiative de l'action humanitaire et d'intégrer celle-ci dans la réorganisation du

monde dont ils espèrent être les principaux artisans. Les États-Unis expriment de manière presque caricaturale cette volonté de reprise en mains, décrétant les États parias qui se situeraient sur un mystérieux « Axe du Mal », déclenchant une guerre de représailles en Afghanistan, puis une guerre « préventive » en Irak. Mais les États-Unis ont bon dos, lorsque dans leur sillage, nombre d'États déclinent la même politique, en bémol, en sourdine. Et les ONG dans tout cela ? Quand la diagonale du fou croise l'Axe du Mal...

Toutes ces questions et bien d'autres, d'une grande et certainement durable actualité, sont largement discutées dans les milieux humanitaires. Elles se ramènent toutes à une seule : quel rôle les organisations humanitaires peuvent ou doivent jouer sur le nouvel échiquier géopolitique international qui se met en place ? Dans leur rapport à l'État, les organisations humanitaires se distinguent selon qu'elles sont d'inspiration anglo-saxonne ou française. Les premières ont en effet toujours entretenu des relations étroites avec le pouvoir étatique tandis que les secondes se posaient en alternative à l'action de l'État qu'elles estimaient prisonnier des règles de la diplomatie. Dès lors, issues de traditions divergentes mais motivées par des objectifs communs, de quelle manière les organisations humanitaires du début du XXI^e siècle se positionnent-elles dans cette réorganisation d'un monde fragmenté ?

Le tsunami dans l'Océan indien fin 2004 qui a emporté des centaines de milliers de personnes nous sert malheureusement de contrepoint éclairant au moment d'aborder cette question. Alors même que les conflits dont nous avons égrené les noms (Soudan, Sierra Leone, Liberia, etc.) peinent encore à trouver un écho dans les médias, auprès du public et donc des bailleurs, quelles leçons tirer du formidable élan de solidarité provoqué par cette catastrophe ?

À n'en pas douter, le caractère « naturel » et « brutal » de l'événement a largement contribué à ce mouvement sans précédent. La « fatalité » qui s'y attache alors le pare d'une sorte de « pureté » qui a incontestablement désinhibé l'acte du don chez les citoyens du monde entier. Tout se passe en effet comme si ces derniers n'éprouvaient aucune retenue dans ce cas, alors qu'ils ressentent comme une « méfiance » lorsqu'il s'agit d'aider les victimes de conflits guerriers, aux origines évidemment politiques, parfois délicats à expliquer, parasités

par des explications contradictoires et confuses. La douloureuse pureté de la nature contre l'ambiguïté des hommes, en quelque sorte...

L'immense réflexe mondial témoigne d'un deuxième enseignement : les ONG apparaissent aux citoyens du monde comme le recours évident, incontournable dans une telle situation. Elles sont le bras non armé, pacifié de celles et ceux qui aimeraient agir mais qui ne le peuvent pas. Elles sont sur les lieux d'un tel drame le poste avancé de notre conscience pas complètement endormie. C'est un bel enseignement, rassurant pour les milliers de volontaires qui s'engagent chaque année dans l'humanitaire, mais...

Mais, et c'est le troisième enseignement, quelle ambiguïté lorsque prises au piège de leur bonne image, conscientes que celle-ci se ternit à intervalles réguliers, les ONG peinent à faire entendre leur voix et leurs limites. Et parfois même, elles sont lâches, elles ne disent pas qu'elles ne peuvent pas reconstruire un pays, prises entre le désir de faire tout leur possible et d'avouer qu'elles ne peuvent tout faire.

Cet objet social surmédiatisé – les ONG – est aussi l'un des plus méconnu. Le principal enseignement du tsunami pour la question qui nous préoccupe ici est qu'il importe d'informer le public sur la réalité des ONG aujourd'hui. Au-delà – et c'est toute l'ambition de cet ouvrage que d'y participer à sa mesure – il faut que le public se réapproprie cet objet qui est son émanation, qu'il en comprenne les horizons et les limites, les forces et faiblesses afin qu'il continue de le porter et qu'il le tance à bon escient. Pour nous aider à mieux comprendre comment fonctionnent les ONG, nous avons demandé à neuf auteurs de travailler sur quatre des problématiques majeures de l'humanitaire aujourd'hui :

- **la crise de la maturité**, ou comment les ONG françaises et anglo-saxonnes vivent les mutations qui les traversent.

- **l'évaluation de l'action humanitaire**, ou comment il est envisageable de soumettre les ONG à des critères de performance.

- **la place des ONG sur le nouvel échiquier géopolitique**, ou comment les associations de solidarité internationale s'insèrent dans les bouleversements politiques mondiaux.

- **l'humanitaire et la religion**, ou comment le spirituel et le temporel coexistent, d'une manière ou d'une autre, dans l'action humanitaire d'aujourd'hui.

Les auteurs qui se sont prêtés à cet exercice sont des humanitaires

et des universitaires, français et anglo-saxons, confrontant sur chacun de ces quatre thèmes leur regard, leurs expériences et leurs attentes. Pour l'une des premières fois sans doute, l'humanitaire français va dialoguer avec l'humanitaire anglo-saxon. Un dialogue qui, nous l'espérons, apportera de précieux éclairages sur les convergences et différences entre ces deux approches issues de traditions distinctes, dans un contexte de réinterprétation des équilibres mondiaux.

Pour clore cet ouvrage – mais certainement pas le débat – Olivier Weber nous offre un texte aussi iconoclaste que stimulant. En plaidant pour une « nouvelle approche de la logique humanitaire et une redéfinition du regard philanthropique », l'auteur de *French doctors* nous offre une édifiante mise en abyme des textes qui composent ce livre.

Une façon également de fournir une autre clé de compréhension au lecteur qui s'interrogerait sur le sens du titre sous lequel nous avons souhaité rassembler ces textes. Bien loin de céder aux sirènes de la dénonciation – souvent mal étayée – qui sonnent de plus en plus aux oreilles de l'action humanitaire, c'est sous une autre définition de la critique que nous nous rangeons. Celle qui, à la suite de Kant, voit dans cette dernière l'« examen par l'esprit de ce qu'il lui est possible de concevoir et de connaître et, plus particulièrement, examen mené par la raison sur ses propres limites et ses propres pouvoirs ». Engagés depuis plusieurs années dans l'action humanitaire que nous défendons, nous n'avons pas d'autre ambition, avec les auteurs qui nous ont suivi dans cette aventure, que de faire comprendre la complexité d'une autre belle aventure qui a commencé le jour où quelques hommes et quelques femmes se sont rangés aux côtés des damnés de la Terre.

Karl Blanchet et Boris Martin

Karl Blanchet est consultant international pour les projets de santé menés par des ONG, chercheur rattaché à la London School of Hygiene and Tropical Medicine et ancien directeur de Handicap International Royaume-Uni. Il a mené des missions d'urgence et de développement principalement en Europe de l'Est, en Afrique occidentale et orientale. Il est également photographe professionnel.

Notes

¹ Dictionnaire de l'Académie française.

² David Rieff, *L'Humanitaire en crise*, Paris, Le Serpent à Plumes, 2004, p.296.

³ Aujourd'hui encore, à de rares exceptions, l'État y impose comme président le candidat de son choix.

⁴ La lettre « F » accolée aux acronymes des ONG mentionnées signifie « France », afin de préciser que ce sont les branches françaises qui sont visées dans le propos de l'auteur.

⁵ Ph. Ryfman, *La question humanitaire*, Paris, Ellipses, 1999.

⁶ J.-C. Rufin, « Pour l'humanitaire. Dépasser le sentiment d'échec », *Le Débat*, n°105, 1999.

⁷ Ph. Ryfman, *Les ONG*, Paris, Ellipses, La Découverte, Repères, 2004.

⁸ CCD, *Argent et organisations de solidarité internationale*, 2000/2001, Paris, CCD, 2003. La Commission Coopération Développement (CCD) est une instance paritaire État/ONG.

⁹ S. Cordellier, « Action humanitaire : démythifier les ONG », *Alternatives Internationales*, n°2, mai 2002.

¹⁰ B. Husson, « Les ONG : une légitimité en question », in J.-P. Deler (dir.), *ONG et développement*. Société, économie, politique, Paris, Karthala, 1998.

¹¹ Ph. Ryfman, « Il est temps pour les ONG d'aborder la question de la gouvernance », Bruxelles, *Revue des Questions Humanitaires*, hiver 2003.

¹² S. Cohen, *La Résistance des Etats*, Paris, Seuil, 2003.

¹³ CCD, *Argent et organisations de solidarité internationale*, 2000/2001, Paris, CCD, 2003, *op.cit.*

¹⁴ Dernier exercice de référence, les comptes 2004 n'étant pas encore connus au moment de la rédaction de cette contribution (mars 2005).

¹⁵ Loi du 1^{er} août 2003 « relative au mécénat, aux associations et aux fondations ».

¹⁶ Ministère de la coopération pour le développement international.

¹⁷ R. Brauman et S. Brunel, « Les ONG et l'Afrique », Paris, *Questions internationales*, n°5, 2004.

¹⁸ P. Dauvin & J. Siméant, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

¹⁹ La question ne se pose pas pour les sièges, compte tenu du droit français du travail, encore que le recours massif aux bénévoles et aux stagiaires ne résulte probablement pas seulement de la volonté de renforcer l'ancrage des ONG dans la société civile...

²⁰ Loi du 23/02/05. Elle prévoit la conclusion d'un « contrat de solidarité internationale ». La durée cumulée des missions ne pourra excéder six ans.

²¹ Pour plus de détail, voir Ph. Ryfman., *Les ONG*, La Découverte, Repères, op. cit.

²² Acronyme anglais pour *European Commission Humanitarian Office* (Office Humanitaire de la Commission Européenne). Auparavant autonome, ECHO (tout en conservant la même dénomination) a désormais le statut d'une Direction générale de la Commission, celle de l'Aide humanitaire.

²³ Bioforce, *La Gouvernance des organisations européennes de solidarité internationale. L'exemple du processus décisionnel d'ouverture et de fermeture de missions*, Lyon, Bioforce, 2003.

²⁴ Spécialement dans les secteurs de la logistique, du stockage de matériels, de la documentation, voire de la gestion des personnels.

²⁵ Une première initiative en ce sens rassemblant un groupe d'experts avait eu lieu, sous la houlette du Centre pour le Dialogue Humanitaire de Genève au cours de l'année 2003. Mais elle n'a pu être poursuivie.

²⁶ V. le débat Rony Brauman/Hugo Slim dans *Libération* du 25/12/04, sous le titre « Les ONG au cœur de la polémique sur l'humanitaire ».

²⁷ Cet article traite des formes modernes de l'action caritative et des réformes des XIX^e et XX^e siècles. Il en a bien sûr existé avant cela. Au Moyen-Âge et à la Renaissance, de nombreux mécènes furent à l'origine d'écoles, d'universités d'hôpitaux ou de fondations dont beaucoup sont encore présentes de nos jours.

²⁸ Pour un aperçu des membres de commissions des ONG britanniques, voir www.charity-commission.gov.uk. Pour des informations précises sur les relations entre politique et ONG dans le cadre juridique, voir la parution CC9 – *Campaigning and political activities*.

²⁹ Voir Ian Bradley, *The Call to Seriousness*.

³⁰ Rodney Breen (1994) *Saving Enemy Children : Save the Children's Russian Relief Operation 1921-1923*, in ed Hugo Slim ; *Children and Childhood in Emergency Policy and Practice, 1919-1924, Disasters*, Blacwells, Oxford.

³¹ Pour un excellent aperçu de l'essor de l'idéologie du développement, voir Gilbert Rist, 1997, *The History of Development : From Western Origins to Global Faith*, Zed Books, London.

³² Maggie Black (1992) *A Cause for Our Times : Oxfam – the first 50 years*, Oxford University Press, pp156-161.

³³ Voir Oxfam (1995) *Words into Action: Basic Rights and the Campaign Against World Poverty* and Hugo Slim (2000) *Dissolving the Difference Between Humanitarianism and Development: The Mixing of a Rights-Based Solution, Development in Practice* 10th Anniversary Edition, Oxfam, Oxford pp 491-495.